Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 149 (2004)
Heft: 1-2

Artikel: La menace transversale et superposée du futur. Partie 1
Autor: Monnerat, Ludovic
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-346342

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La menace transversale et superposée du futur (1)

Se préparer aux conflits de demain exige de cerner les motivations, les dimensions et les modalités des attaques que nous sommes susceptibles de subir. Cet article a pour but d'analyser la menace future et de souligner le caractère inédit de sa mise en œuvre opérationnelle, en situant ainsi l'emploi des forces de sécurité.

Maj EMG Ludovic Monnerat

Les nations d'Europe occidentale s'accrochent au rêve éveillé d'un futur sans ennemi et de risques sans menace. Il est devenu politiquement incorrect de montrer du doigt les organisations et les collectivités qui ont l'ambition de s'en prendre à nos intérêts et à nos concitoyens, sauf pour rappeler la part majeure de responsabilité que nous avons dans leurs actes. En Suisse, le terme même d'ennemi a été consciencieusement écarté des règlements militaires, et on ne le trouve plus que dans des textes anciens ou dont l'adaptation, lorsqu'ils concernent des systèmes d'arme, aurait été trop coûteuse. Les forces longuement étudiées de l'ex-Pacte de Varsovie ont fait place à un adversaire à la fois générique et symétrique, défini par des capacités conventionnelles, qui emprunte ses structures et ses équipements aux meilleures armées occidentales.

Atrophie stratégique

Mais refuser de reconnaître un ennemi ne suffit pas à l'annihiler[1].

Dans les années 1990, la montée en puissance des attaques terroristes, l'impact croissant de conflits locaux multipliés, l'augmentation frappante des taux d'homicide[2] et des trafics d'armes, ainsi que les nouvelles capacités asymétriques nées de la technologie contredisent tous la vision d'une histoire post-moderne et apaisée. Les attentats du 11 septembre 2001, à eux seuls, démontrent qu'un groupe non-étatique a désormais la possibilité d'infliger des pertes et des dégâts d'une ampleur inaccessible à la plupart des Etats. La torpeur du continent européen et le large somnambulisme de ses élites politiques, médiatiques et académiques sont à la base de ce refus idéologique consistant à nier la mutation du monde, l'obsolescence des acquis et l'existence d'une menace.

Pourtant, celle-ci n'a plus la simplicité confortable de l'affrontement Est-Ouest et de la guerre totale. Habitués de longue date à discriminer les forces en présence entre «bleu» et «rouge», les états-majors militaires peinent à développer les outils leur permettant de saisir les nuances de leur environnement opérationnel actuel. Les missions de maintien de la paix, menées dans les Balkans et ailleurs, ont montré l'importance d'un savoir-faire permettant de maîtriser la violence de manière durable et constructive[3]. Les corps de police, accoutumés pour leur part à fournir des réponses proportionnelles aux actes criminels et

[1] *Hervé Coutau-Bégarie,* Traité de stratégie, *Economica, Paris, 2002, 3e éd., p. 82. Il faut noter que cette négation de l'ennemi provoque nécessairement une atrophie de la pensée stratégique et de la recherche sur la manière de vaincre dans un conflit armé.*

[2] *Les taux mondiaux d'homicide ont bondi de 50% dans les années 90: à titre d'exemple, 15% dans le monde industrialisé, 80% en Amérique latine et 112% dans le monde arabe. Mayra Buvinic; Andrew R. Morrison: «Living in a More Violent World»,* Foreign Policy, *printemps 2000, cité par Robert D. Kaplan:* La stratégie du guerrier. *Paris, Fayard, 2003, p. 126.*

[3] *Loup Francart:* Maîtriser la violence – une option stratégique. *Paris, Economica, 1999. Cet ouvrage symbolise cependant à lui seul la modernité des réflexions doctrinales au sein des armées européennes en matière de stabilisation.*

délictueux perpétrés sur le territoire national, sont de plus en plus confrontés à une menace radicalisée et transnationale, à l'utilisation d'armes de guerre et de procédures de combat contre lesquelles les agents en uniforme sont matériellement et méthodologiquement démunis.

Remédier à cette impréparation pour disposer d'un éventail de réponses nécessite une analyse approfondie de la menace future. Pourquoi serons-nous attaqués? Quelle forme auront ces actions? Quels en seront les auteurs? Comment ceux-ci vont-ils agir? Voilà les quatre questions auxquelles cet article a l'ambition de répondre, afin de mettre en évidence les bases des transformations que vivront dans le courant de la décennie les forces de sécurité, civiles et militaires.

Les mesures de désarmement n'impliquent pas forcément un futur «apaisé»...

Les raisons

Imaginer aujourd'hui que nous puissions demain être délibérément, directement ou personnellement attaqués est inconcevable aux yeux de nombreux dirigeants européens. Cela ne correspond pas à l'image qu'ils se font du monde, de la paix perpétuelle que l'élargissement de l'Union européenne doit rendre inéluctable. En Suisse plus encore que dans le reste du continent, l'idée de guerre est rejetée comme une horreur inconcevable et une absurdité révolue; le fait que la presque totalité de la presse et de la classe politique, aient évoqué les opérations militaires alliées en Irak en termes apocalyptiques, trahit un vrai blocage conceptuel: la coercition armée n'est plus admise en tant que fait social, l'usage de la force est devenu un fardeau que nul ne veut porter et le fait d'imposer sa volonté à autrui est a priori exclu.

Ces dernières années, la création d'organismes chargés de prévenir et réguler les conflits armés s'est faite dans l'optique d'entraver les forces étatiques, considérées plus ou moins ouvertement comme des entités suspectes[4]. La résolution pacifique des crises, le désarmement progressif et le droit international humanitaire sont devenus les valeurs cardinales du «prêt à penser stratégique». Quant aux conflits armés contemporains, rares sont ceux qui daignent les étudier de front, cerner leurs tendances marquantes et imaginer leur évolution, puisqu'ils sont immanquablement appelés à disparaître. Les alertes des services de renseignements et les analyses des forces de sécurité sont assimilées aux réflexes de corporations obsolètes. Pour l'essentiel, on nie la guerre au lieu de la prévenir.

[4] *Les trois nouveaux centres créés en 1994 à Genève traitent de la politique de sécurité dans une perspective internationale, du déminage humanitaire et du contrôle démocratique des forces armées. L'étude de conflits futurs touchant directement les pays d'Europe occidentale n'est pas un thème de recherche.*

Ce que l'avenir peut nous réserver

Pourtant, aucune charte n'empêchera les futurs conflits armés d'être principalement dus au contrôle des ressources, à la circulation des idées et à l'affirmation des identités. La disproportion entre la croissance démographique et la distribution de richesses[5] provoquera des guerres endémiques menées par des jeunes hommes désœuvrés[6], alors que la quantité limitée de ressources cruciales[7] sera une entrave insupportable au développement[8]. Les technologies de l'information vont faire déferler sur le monde entier les idées occidentales les plus «déstabilisantes», comme l'égalité des sexes, l'individualisme libéral et l'hédonisme consumériste, générant ainsi dans les collectivités incapables de les tolérer une violence inspirée par le fondamentalisme idéologique et religieux[9]. La globalisation des causes due à l'interdépendance et le morcellement des sociétés par le multiculturalisme amèneront des mouvances transnationales et locales à combattre les identités nationales et le pouvoir qui en tire sa légitimité.

La violence fera toujours partie des modes opératoires choisis pour obtenir un avantage et renforcer une position stratégique, politique, économique et médiatique, en fonction d'un projet axé délibérément sur la coercition, qu'il s'agisse d'imposition de la paix, de dissuasion armée, de chantage moral, de criminalité organisée ou de terrorisme. Elle sera également utilisée par des chefs démagogiques, capables de transfigurer le ressentiment et l'insatisfaction de leur entourage, d'une faction ou d'une nation, en désignant un ennemi à combattre ou un bouc émissaire à punir, en déclenchant un processus où l'application de la violence peut devenir un mode de vie. Elle sera enfin l'expression usuelle de réactions populaires et grégaires, déclenchées spontanément par l'injustice, l'illégitimité et l'irrespect, mais aus-

[5] *Les tableaux bisannuels de la population mondiale établis par l'Institut national d'études démographiques (INED) en France (www.ined.fr) montrent que la croissance démographique d'Afrique centrale s'élevait en 2001 à 3%. Comme la croissance économique sur plusieurs années atteint ce taux, il faudrait une distribution optimale des richesses pour éviter l'appauvrissement continu de larges parts de la population. Par ailleurs, certains pays ont un taux de croissance démographique deux fois supérieur à l'élévation du produit national brut, comme l'Arabie Saoudite ou la Syrie en 2001.*

[6] *Une étude portant sur l'évolution démographique de 163 pays de 1960 à nos jours montre qu'une proportion de 35% à 55% de jeunes hommes (15 à 29 ans) dans la population adulte mâle est en corrélation avec le déclenchement de guerres (Mesquida Christian et Wiener Neil:* Population Age Composition and Male Coalitional Aggression. *York University, 2000). Or, selon l'INED, de nombreux pays comptaient en 2001 une proportion comparable de jeunes âgés de moins de 15 ans: 47% en Afrique centrale, 45% en Afrique orientale et occidentale, 47% dans les territoires palestiniens, 43% en Arabie Saoudite, 48% au Yémen, 42% au Pakistan ou 39% en Algérie. En comparaison, ce chiffre se limite à 18% en Europe.*

[7] *L'eau est probablement la ressource naturelle dont les limites ont les effets les plus dramatiques. D'après certains chiffres, 48 pays totalisant 2,8 milliards d'habitants subiront des pénuries d'eau en 2025, dont une partie du Proche-Orient et toute l'Afrique du Nord, mais aussi certaines parties de l'Inde et de la Chine.*

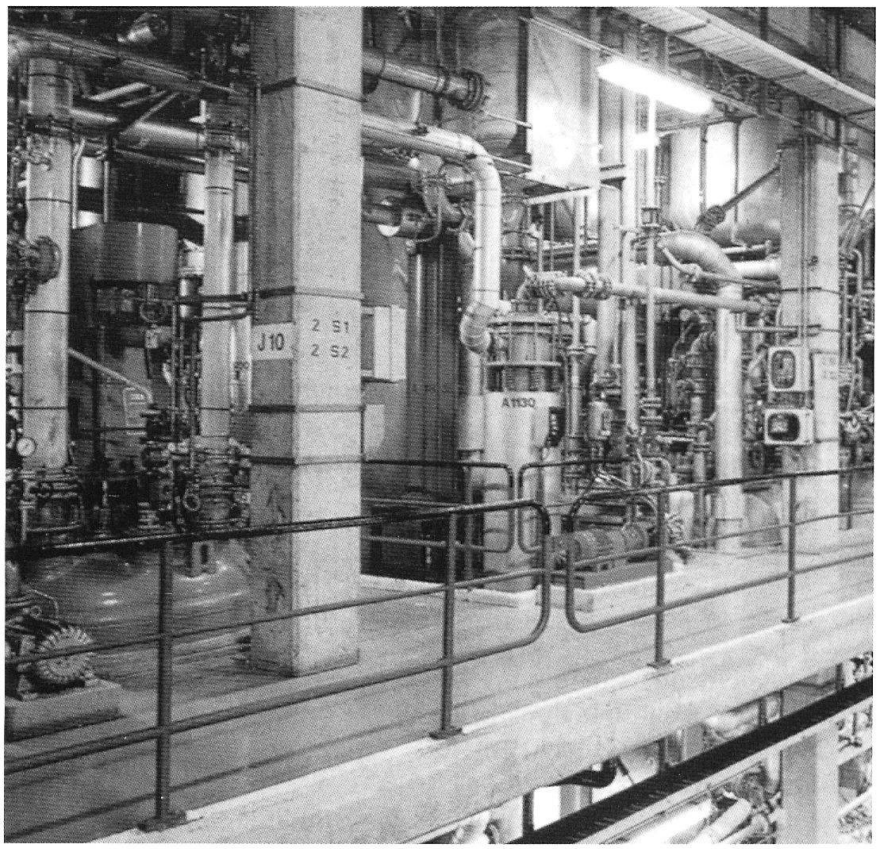
[8] *D'après le ministère de l'Energie américain, la consommation d'énergie mondiale va augmenter de 59% entre 1999 et 2020, principalement par la demande accrue venant de l'Asie de l'Est et de l'Amérique du Sud. A elle seule, la Chine a augmenté de 370% ses importations de pétrole entre 1995 et 2000, surtout en provenance du Moyen-Orient.*

[9] *La prolifération des antennes réceptrices pour les chaînes télévisées diffusées par satellite entraîne de profondes mutations au sein des sociétés. Malgré les restrictions et interdictions souvent imposées par les gouvernements, la pénétration des programmes oscillait entre 10 et 50% au Moyen-Orient, à la fin de la dernière décennie (chiffres cités par Naomi Sakr:* Satellite Television and Development in the Middle East. *Middle East Report, Spring 1999). D'après la chaîne SAT-7, qui émet depuis 1996 en arabe à*
destination des chrétiens de la région, 100 millions d'arabophones sur 425 millions peuvent capter ces programmes en 2003, et ce chiffre augmente de 20% par an.

si fondées sur la peur, la haine ou l'envie.

Cette violence nous touchera pour des raisons fondamentalement différentes. Nos concitoyens et nos intérêts continueront à être visés partout dans le monde, parce qu'ils appartiennent à l'Occident *high tech*, démocratique, chrétien, opulent et blanc, sans que leur nationalité d'origine ne soit prise en compte. Ils seront de simples vecteurs dans des actes ayant pour but l'extorsion de fonds, la visibilité médiatique, le sabotage économique ou la pression politique. Mais nous subirons également les dommages collatéraux d'autres attaques, qui se dérouleront sur nos territoires si propices aux échanges cosmopolites et aux manœuvres clandestines, par l'importation ou le mimétisme de conflits extérieurs. Nous serons aussi les cibles directes d'actions plus ou moins violentes, menées à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, en raison des choix politiques, des collaborations internationales, des échanges commerciaux et des valeurs sociétales qui nous caractérisent.

Face à une révolution de l'information qui bouleverse les équilibres de la planète entière, il sera impossible d'échapper aux conflits et aux déchirements qui opposeront demain des collectivités concurrentes ou antagonistes. Le caractère exportateur de notre économie, l'importance du tourisme extracontinental, les institutions internationales présentes dans le pays, le volume des flux migratoires ainsi que la multiplication des vecteurs médiatiques feront de la violence armée une préoccupation quotidienne, aussi bien pour nos décideurs politiques et économiques que pour la population. La nature non conventionnelle des conflits rangera la Suisse dans le camp des Etats démocratiques, en l'associant étroitement à leur stratégie par l'échange d'informations, l'entraide judiciaire et la coopération sécuritaire. Le rétrécissement du monde renforcera les liens, les dépendances et les responsabilités.



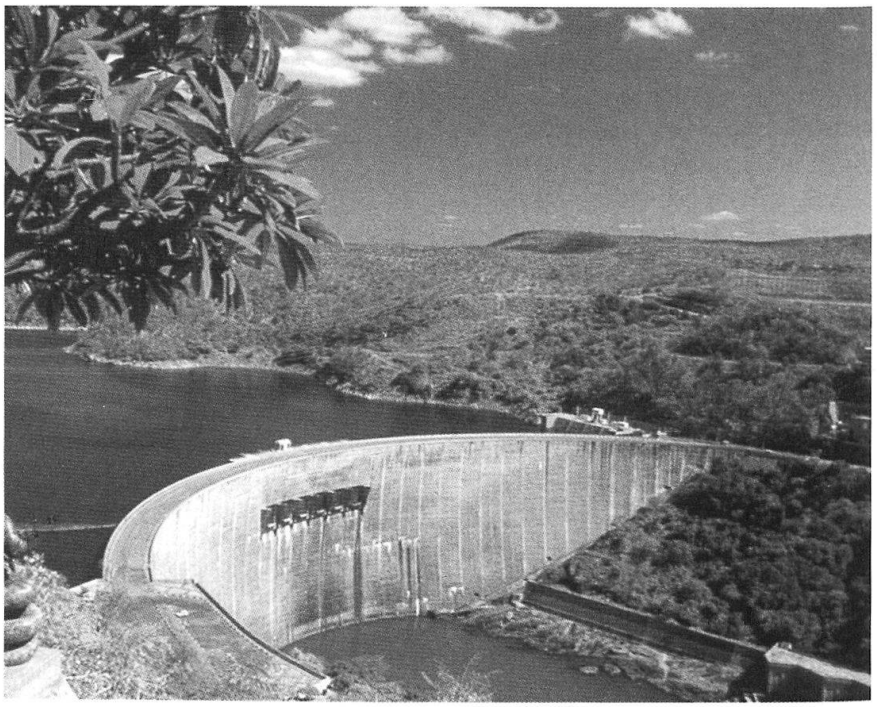
Nos sociétés post-modernes sont vulnérables au terrorisme, à la guérilla, aux armes chimiques et bactériologiques.

L'avenir ne laissera donc aucune place à l'isolement ou à la neutralité. Nous serons attaqués pour ce que nous sommes et ce que nous ne sommes pas, pour nos discours et nos silences, pour nos convictions et nos doutes. Nous serons visés pour ce que nous faisons et ce que nous renonçons à faire, pour nos décisions et nos indécisions, pour nos possessions et nos carences. Nous serons jugés et condamnés sur la base de règles qui nous échappent, assimilés et associés à des luttes qui nous dépassent, cernés et traqués par des mouvances qui nous confondent. Par-dessus tout, nous serons contraints de prendre parti, de protéger nos intérêts et de mobiliser nos citoyens face à une menace multiforme qui se nourrira autant de nos forces que de nos faiblesses, de notre rigueur que de notre tolérance, de notre unité que de nos différences. En définitive, notre seule existence sera la principale raison des attaques menées à notre encontre.

Les effets

La forme et la dimension de ces attaques doivent être définies pour s'en prémunir, mais la typologie contemporaine des conflits armés reste trop lacunaire pour nous guider. En effet, elle distingue les actions symétriques, menées avec des moyens conventionnels, contre les forces d'un adversaire, les actions dissymétriques, qui engagent des moyens tout aussi conventionnels sur ses points faibles, et les actions asymétriques, qui rassemblent tous les moyens non conventionnels engagés contre des cibles qui le sont également. En d'autres termes, nous réservons une place de choix à ces méthodes traditionnelles que sont l'attrition et la manœuvre, et nous qualifions d'asymétriques les attaques qui dérogent à notre idée de la guerre: un combat opposant des forces armées astreintes à des règles précises sur un champ de bataille clairement délimité.

Le fait que ce dernier se soit étendu à des sociétés entières montre l'obsolescence d'une telle conception. D'une part, la transformation des conflits armés a privé les Etats du monopole des actions décisives; leurs outils militaires doivent appréhender la complexité d'un environnement stratégique indissociable de la planète entière. D'autre part, le modèle occidental de la guerre et le droit international qui en découle souffrent du caractère idéologique et identitaire des conflits contemporains: ils ne représentent qu'une norme éthique largement déconnectée de la réalité. Réduire la menace future à une suite d'actions homogènes, rationnelles et délibérées est incompatible, non seulement avec les causes multiples des attaques que nous subirons, mais aussi avec les opportunités que fourniront les technologies de l'âge de l'information.



Les ouvrages hydroélectriques du tiers monde suscitent les appétits de «prédateurs» étrangers (ici le barrage de Kariba, au Zimbabwe).

Les effets engendrés toucheront tout l'éventail de nos ressources. Nos forces militaires et civiles, nos réseaux de renseignement et de commandement, nos structures de communication ainsi que nos intérêts économiques seront l'objet d'actions telles que l'entrave passive, la surcharge ponctuelle, le sabotage réversible ou la destruction, dans le but de réduire leurs capacités. Nos dirigeants publics et privés, nos élites politiques et académiques, nos fournisseurs médiatiques et l'ensemble de nos concitoyens seront affectés par des actes de persuasion, de désinformation, d'intimidation et de terrorisme visant à influencer leur volonté. Nos formations militaires et policières, comme les exécutifs qui les dirigent, seront soumis à des dérisions, à des provocations et à des violences destinées à déclencher une réaction contraire à nos valeurs éthiques ou à démontrer leur impuissance, donc à saper leur légitimité.

La nature juridique de ces attaques sera tout aussi diversifiée. Nous serons confrontés à des destructions, à des raids, à des massacres et à des attentats qui constitueront de véritables actes de guerre, même si aucun Etat n'en revendique la responsabilité, même si le droit international s'abstient obstinément de les considérer comme tels. Nous assisterons également à des crimes flagrants, comme l'assassinat, la prise d'otages ou le sabotage, qui seront poursuivis par les juridictions existantes au même titre que les

différents trafics qui en sont souvent le préalable. Ces agissements, éminemment répréhensibles, seront renforcés, facilités ou complétés par des délits tels que le vandalisme, l'obstruction, la menace ou la calomnie, ainsi que par des actes a priori légaux comme la diffusion d'opinions, le lancement de pétitions, la récolte de fonds, la plainte pénale ou l'aide humanitaire.

Toutes ces actions auront une ampleur inégale. Certaines auront une perspective globale et chercheront à frapper les chairs, les cœurs ou les esprits de l'humanité toute entière, sinon d'un continent, de plusieurs nations ou d'une communauté linguistique et religieuse. D'autres relèveront d'une intention sectorielle et viseront une collectivité ou une organisation spécifique à l'intérieur d'une nation, en fonction de critères politiques, économiques, ethniques, culturels ou spirituels, souvent selon une idéologie exaltant la lutte des classes, des cultures ou des religions. Cependant, d'autres s'en prendront directement à des individus, en essayant par la multiplication d'actes personnalisés et locaux d'affecter une ou plusieurs portions déterminées d'une collectivité.

Si le futur ne recèle qu'un nombre restreint de modes opératoires authentiquement nouveaux, leur addition et leur synchronisation atteindront un degré jusqu'ici inconnu ou ignoré. Les attaques que nous subirons seront une combinaison d'actions de combat et d'appui, une multiplication durable d'effets létaux et légaux qui dépasseront les limites géographiques, administratives et constitutionnelles de nos outils sécuritaires et judiciaires. Nous serons agressés de manière transversale et parallèle, dispersée et simultanée, symbolique et clandestine, sans que l'ensemble de ces actes ne fasse partie d'un concept opérationnel raffiné. Toute une palette d'opportunités, de leviers et de processus pourront être utilisés pour affecter notre liberté d'action, notre intégrité et notre identité.

Des haines inextinguibles malgré les manifestations des « gentils ». (L'Express, *25.4.2002).*

Une forme de guerre inédite, diffuse et mutante, voit le jour sous nos yeux incrédules. Elle se nourrit de l'immobilisme du droit, du mépris pour la coercition et de l'aveuglement des acquis aussi bien que de l'interpénétration des antagonismes et de l'immanence de l'information. Elle constituera demain un défi mortel pour toutes les structures politiques, et réduira à néant celles qui n'auront pu s'adapter. Elle déchaînera une violence à la fois gestuelle, scénique et verbale, qui pourra prendre pour cible les possessions, la résolution et la conscience de chacun d'entre nous. Et rien ne garantit que les Etats-nations occidentaux, sous leur forme actuelle, sauront rassembler les énergies, les connaissances et les altruismes nécessaires pour affronter une telle menace et survivre.

(A suivre) **L. M.**